

Elections

**Les élections municipales, c'est fini !
En votre qualité d'agent de la Ville de Lyon, vous connaissez
le nom de votre (presque) nouveau patron.**

Grégory Doucet, le maire sortant de centre gauche l'a emporté d'une courte tête sur son adversaire de droite, Jean Michel Aulas.

Le "match retour" n'aura pas donné la victoire au candidat multimillionnaire Aulas, reste à connaître les conclusions de "l'arbitrage vidéo". Lyon lui a rappelé que la notoriété n'est pas un programme, et que le charisme très relatif de président de club ne se transforme pas automatiquement en costume de maire. La prochaine fois, avant de monter au créneau il regardera peut-être le tableau d'affichage avec un peu moins d'assurance. Pas de panique pour le candidat malheureux, la prochaine élection arrive vite : les présidentielles. A moins qu'il ne parvienne à se recycler à la Métropole entre temps.

Les fonctionnaires territoriaux de la ville de Lyon échappent surtout à un projet ultra-libéral aussi flou qu'incomplet. L'union de la droite se voyait déjà externaliser, privatiser, couper les subventions aux associations... Tant de politiques antisociales qui ne verront pas jour, du moins pour l'instant.

La reconduction du maire sortant ne doit pourtant tromper personne. Cela ne suffira pas à clore les combats syndicaux en cours dans nos services. Ce n'est pas parce qu'un visage plus favorable occupe l'hôtel de ville qu'il faudrait ranger les banderoles, baisser la voix ou cesser de revendiquer. Au contraire le mandat à venir doit être accompagné de nos mobilisations afin d'obtenir de réelles améliorations des conditions de travail.

L'humeur de Rust.

JOURNÉE INTERNATIONALE DES
DROITS DES FEMMES : AVANT C'ÉTAIT
COMMENT ???...



SOMMAIRE

Page 2 :	L'édito
Pages 3 à 4 :	Echo des services
Page 5 :	Congrès de l'UD
Page 6 à 7 :	Election municipale (Lyon)
Page 8 :	Actualité locale
Page 9 à 10 :	Actualité nationale
Page 11 :	Actualité internationale

Du côté WEB

SITE WEB: <http://www.cgtvilledelyon.fr>
Inscrivez vous à la newsletter.

 FACEBOOK : CGT VILLE DE LYON

 TWITTER : @CGT_VILLE_LYON

 Instagram : cgtvilledelyon

 Email: SYNDICATCGT.messagerie@mairie-lyon.fr

Mentions légales

Publication: La Tribune des Municipaux CGT Ville de Lyon.
Imprimé par nos soins.
Directeur de publication: Aurélien Scandolara
C.P.P.A.P 0519S06896

Adresse postale:

CGT-Ville de Lyon, Salle 26, Bourse du travail
69422 LYON CEDEX 03
Tél: 04 72 10 39 46



Les agents de la DAP ne sont pas des pions !

Parler de transformation, d'accompagnement, de modernisation : les mots ne manquent pas pour qualifier les réorganisations en cours au sein de la DAP. Mais derrière les discours rassurants, la réalité bien plus brutale : celle d'un management qui désorganise, épuise et fragilise les agents.

Car sur le terrain, les effets sont visibles et préoccupants. Les arrêts maladie se multiplient, les équipes s'épuisent, la fatigue – psychologique comme physique – s'installe durablement. La pression demeure permanente et l'absence d'écoute dégrade profondément les conditions de travail et affectent directement les parcours professionnels.

Ce décalage entre les discours institutionnels et le vécu des agents n'est plus tenable. On parle de dialogue, mais les décisions tombent sans concertation.

On évoque la bienveillance, mais la charge de travail devient insoutenable. On promet de l'accompagnement, mais les alertes du terrain restent ignorées ou minimisées.

Dans ce contexte, un management directif s'impose au quotidien. Les agents, notamment de catégories B et C, se voient imposer une polyvalence accrue, souvent sans moyens ni reconnaissance. Ils deviennent peu à peu des variables d'ajustement d'une organisation sans vision de long terme. Le sentiment d'être considéré disparaît, remplacé par celui d'être contraint, pressurisé, voire interchangeable.

Cette logique a un coût humain élevé. Elle use les collectifs, fragilise les individus et installe un climat de défiance.

Il est urgent de le rappeler : la bienveillance ne peut être un slogan. Elle ne peut pas être une façade destinée à accompagner des politiques qui, dans les faits, détériorent les conditions de travail.

Il est nécessaire de reconnaître les situations de souffrance et de prendre enfin au sérieux les risques psychosociaux, car une administration ne tient pas par ses discours, mais par celles et ceux qui la font vivre au quotidien.

L'UGICT CGT Ville de Lyon a déposé un préavis de grève pour l'ensemble des agents de la DAP pour la journée du 2 mars.

Affaire à suivre...



Journée nationale des ATSEM, une journée de lutte.

À l'occasion de la journée nationale des ATSEM, il est essentiel de rappeler la place centrale qu'occupent ces agents dans le fonctionnement quotidien des écoles maternelles. Trop souvent cantonnées à une image réductrice, les ATSEM exercent en réalité un métier complet, exigeant, au croisement de l'éducatif, du soin, de l'accompagnement et de l'entretien. Elles sont présentes à chaque moment de la journée pour permettre l'accueil des jeunes enfants dans de bonnes conditions, accompagner leurs apprentissages et garantir un cadre rassurant, propre et sécurisé.

Être ATSEM, ce n'est pas seulement "aider en classe". C'est accompagner les enfants dans les gestes de la vie quotidienne, les aider à devenir plus autonomes, veiller à leur hygiène, à leur sécurité et à leur bien-être affectif. À cela s'ajoute la participation aux sorties scolaires, aux spectacles, aux événements de l'école et, plus largement, à toute la vie collective des établissements.

Ce rôle est essentiel. Il l'est pour les enfants, qui ont besoin d'un environnement stable et bienveillant. Il l'est aussi pour les équipes éducatives, qui s'appuient chaque jour sur le professionnalisme des ATSEM. Il l'est enfin pour les familles, qui confient leurs enfants au service public avec l'attente légitime qu'ils soient accueillis dans les meilleures conditions possibles. Pourtant malgré cette utilité sociale évidente, malgré la technicité des missions et l'investissement constant qu'elles exigent, les ATSEM continuent de subir un manque criant de reconnaissance.

Cette absence de reconnaissance se traduit d'abord dans les conditions de travail. Dans de nombreuses écoles, les agents doivent faire face à des sous-effectifs chroniques, à des absences non remplacées, à une organisation du travail tendue et à une accumulation de tâches qui ne cesse de s'alourdir. Les difficultés sont aggravées par le manque d'AESH, qui reporte sur l'ensemble des équipes une charge supplémentaire. Dans les faits, cela signifie davantage de pression, davantage de fatigue, davantage de polyvalence imposée et, trop souvent, l'impossibilité de faire correctement son travail dans le temps imparti.

Les conséquences sont bien connues sur le terrain : épuisement, stress, sentiment de ne jamais pouvoir souffler, usure physique et nerveuse, dégradation du climat de travail. À force de demander toujours plus à des agents déjà en tension, on finit par banaliser des situations qui ne devraient jamais l'être.

À cette dégradation des conditions de travail s'ajoute une question centrale : celle des rémunérations. Comment accepter que des agents qui exercent des missions aussi nombreuses, aussi indispensables et aussi exigeantes restent aussi mal payés ? Comment justifier qu'un métier mobilisant à la fois des compétences éducatives, relationnelles, techniques et organisationnelles soit encore aussi peu reconnu sur le plan statutaire et salarial ? Cette situation n'est plus tenable. Elle alimente le découragement, renforce le sentiment de mépris et rend ces métiers de moins en moins attractifs, au moment même où les besoins sont immenses.

Le paradoxe est là, et il est de plus en plus insupportable : les ATSEM sont indispensables à l'école maternelle, mais ils demeurent et oubliés dans les revalorisations...



En route vers le 44e congrès de l'Union départementale du Rhône à Venissieux.

Pendant trois jours, les syndicats du Rhône et de la Métropole de Lyon se retrouveront à l'occasion du 44e congrès de l'Union départementale CGT, organisé du 21 au 23 avril 2026 à Venissieux.

Il devra permettre de faire le point sur le travail mené depuis le précédent congrès, de mesurer le chemin parcouru, mais aussi de débattre collectivement de ce qu'il reste à construire pour renforcer la CGT dans les entreprises et administrations de notre territoire.

Un congrès, c'est un rendez-vous essentiel durant lequel les syndicats prennent le temps de revenir sur leur activité, de confronter leurs expériences, de mettre en commun leurs analyses et de définir ensemble les priorités pour les années à venir.

Dans une période marquée par les attaques contre l'emploi, les salaires, les services publics et plus largement contre les droits des travailleuses et des travailleurs, ce travail est indispensable.

Ce 44e congrès devra donc permettre de débattre du rôle de la CGT dans les luttes à venir, de son efficacité, de son implantation et de sa capacité à être toujours davantage utile au monde du travail.

La question du renforcement sera forcément au cœur des échanges. Renforcer la CGT, cela veut dire syndiquer davantage, construire partout des syndicats fonctionnels avec une vie démocratique, former de nouveaux camarades et de nouvelles militantes pour donner à notre organisation les moyens d'agir dans la durée. C'est aussi faire en sorte que la CGT soit toujours plus présente là où les travailleurs en ont besoin. Le congrès devra également être l'occasion d'évaluer nos actions vis à vis des enjeux contemporains du monde du travail.

Comment être plus efficaces face aux restructurations, aux suppressions d'emplois, à la précarité, aux reculs sociaux, aux logiques patronales et gouvernementales qui fragilisent sans cesse davantage le monde du travail ?

Comment construire des revendications qui rassemblent et des mobilisations qui permettent de gagner ?

Comment faire vivre une CGT combative, accessible, ancrée dans le réel, capable d'unir et d'ouvrir des perspectives ?

Voilà des questions qui traverseront les débats.

Retrouvez le document d'orientation en scannant le QR code ci dessous !



Election municipale à Lyon ►



Vous avez élu votre patron, victoire de Grégory Doucet à Lyon.

Réélu de justesse avec 50,6% des suffrages, Grégory Doucet a été reconduit maire de Lyon dimanche 22 mars. Avec un écart très resserré face à son adversaire de droite radicale, les agents municipaux évitent donc le pire. Mais cette réélection n'a rien d'un plébiscite et ne permet en aucun cas l'autosatisfaction. Pour la CGT Ville de Lyon, ce résultat politique doit être lu comme suit : il reconduit le maire sortant, mais il reconduit aussi intactes les attentes et les exigences en matière de politiques sociales.

Pour les agents, cette élection ne constitue évidemment pas un changement qui effacerait d'un coup les difficultés du mandat écoulé. Les personnels connaissent déjà les orientations de la majorité municipale de centre gauche. Ils vivent surtout la réalité de terrain, celle qui ne se lit pas dans les professions de foi mais dans les conditions de travail, dans les effectifs disponibles, dans les absences non

remplacées, dans l'intensification du travail. À cela s'ajoutent des réorganisations qui déstabilisent davantage qu'elles n'améliorent, des injonctions contradictoires et un sentiment largement partagé de ne pas être reconnus à la hauteur du travail accompli.

Et de ce point de vue, une chose doit être dite clairement : la réélection du maire sortant ne constitue pas une victoire pour les agents. Elle n'efface ni les alertes remontées dans les services ni la légitimité de nos revendications.

Les agents ont simplement évité le pire.

Le projet de Jean Michel Aulas, le multimillionnaire et candidat de la droite wauquiste, était particulièrement violent pour les agents. Derrière son discours de gestionnaire et ses allusions répétées au football, c'est un projet lourd de menaces pour le service public municipal qui se profilait. Nous pouvions craindre des pressions sur les personnels, l'application de la logique de rentabilité, et le recours à l'externalisation et aux privatisations. Son échec ferme la porte à une offensive brutale contre les services publics, avec le risque de voir des pans entiers de

l'action publique livrés privés, au détriment des conditions de travail et de la qualité du service rendu à la population. Mais la défaite de ce projet austéritaire ne revient pas à donner un chèque en blanc à la majorité de Grégory Doucet.

Pour la CGT, l'enjeu demeure inchangé : qu'est-ce que cela signifie pour les agents, pour leurs droits, pour leurs conditions de travail, pour leurs rémunérations, pour le service public et le dialogue social ?

Le maire réélu a pris des engagements en direction des agents, notamment lors de son interview parue dans l'édition spéciale élection de la Tribune des Municipaux. La CGT sera vigilante quant à leur respect.

Notre attention portera d'abord sur la question des effectifs. On ne peut pas continuer à parler de proximité avec les habitants, de « transition écologique et sociale » tout en laissant les services en tension. Les agents ne peuvent plus être la variable d'ajustement des contraintes budgétaires. Les créations de postes et les recrutements d'agents fonctionnaires au statut doit être une priorité afin d'en finir

◀ Election municipale à Lyon



avec les sous-effectifs qui engendrent des surcharges de travail et détériorent durablement les conditions de travail. Sans cela, tous les discours sur le renforcement du service public de proximité resteront dépourvus de toute crédibilité.

Notre vigilance portera aussi sur les conditions de travail. Là encore les agents n'ont pas besoin d'être salués lors d'un discours de victoire s'ils sont ensuite laissés seuls face à la pénibilité, et à l'usure professionnelle.

Nous serons également attentifs à la reconnaissance salariale et des agents. Le pouvoir d'achat est supposé être une préoccupation majeure pour les élus qui se réclament de la gauche. C'est pourquoi la CGT attend un engagement de la collectivité pour augmenter les salaires. Malgré l'augmentation récente du régime indemnitaire, les salaires de la catégorie C ne permettent toujours pas de vivre décemment dans une ville comme Lyon.

C'est une réalité quotidienne pour des milliers de collègues confrontés à la hausse du coût de la vie et au gel du point d'indice dans la fonction publique. La reconnaissance du travail doit se traduire sur les rémunérations et sur le régime indemnitaire !

Nous avons aussi des exigences concernant le dialogue social. Pour la CGT il ne peut pas être un simple décor institutionnel ou une variable d'ajustement de la communication de la ville de Lyon. Il doit permettre de traiter les revendications, d'entendre les alertes remontées par les agents, dans l'objectif de corriger les défaillances et d'améliorer les conditions de travail des milliers de travailleurs que compte notre collectivité.

Le progrès social à la Ville de Lyon ne se mesurera pas à la seule couleur politique affichée par l'exécutif.

Il sera apprécié selon sa capacité à rompre avec les logiques de marché qui abîment les agents et nos services publics du quotidien.

Les agents savent ce qui a manqué pendant la mandature précédente. Ils savent également ce qui doit changer au sein des services. Ils sont enfin conscients que rien ne leur sera donné sans l'organisation collective.

Pour la CGT, la boussole reste la même : défendre les agents, défendre les services publics, défendre les conditions de travail, porter les revendications des travailleurs.

La municipalité réélue choisira-t-elle de faire des agents une priorité ? Les promesses de justice sociale seront-elles tenues ?

Tant de questions qui restent en suspens.

La CGT Ville de Lyon a demandé un rendez-vous au maire réélu afin d'échanger à propos des nombreuses revendications portées par notre organisation syndicale.



L'extrême droite attaque la CGT Ville de Lyon !

Le samedi 21 février, les locaux de la CGT Ville de Lyon ont été visés par une menace d'attaque à la bombe revendiquée par des individus se réclamant de l'extrême droite.

Dans un mail adressé aux mairies d'arrondissement, ces militants affirmaient avoir pénétré dans le local syndical pour y déposer des engins explosifs afin de « tuer » « les sales rouges et autres n*gres ». Ces mots, d'une violence raciste et politique extrême sont graves : ils constituent une attaque contre notre organisation, contre le syndicalisme, et plus largement contre toutes celles et ceux qui défendent les droits sociaux et les libertés démocratiques.

Cette menace n'est pas anodine. Elle s'inscrit dans un climat de violences et d'intimidations porté par l'extrême droite. Quelques jours plus tôt, dans la nuit du 14 au 15 février, le local de l'Union départementale Solidaires avait déjà été attaqué à la barre de fer. Ce continuum de violences rappelle que lorsque l'extrême droite passe à l'acte, elle cible

d'abord les organisations syndicales, les militants du progrès social, les personnes racisées, les personnes LGBTQUIA+ et, plus généralement, toutes celles et ceux qui ne correspondent pas à son projet réactionnaire de société.

L'extrême droite est notre ennemi mortel. C'est un constat politique et historique évident. Les héritiers des ligues factieuses de 1934, des collaborateurs de 1940, ont aujourd'hui les mêmes ennemis : le mouvement ouvrier. Depuis des décennies, l'extrême droite est responsable de la quasi-totalité des meurtres à caractère politique en France : elle tue parce que son projet repose sur la haine, la hiérarchie entre les êtres humains et l'écrasement de toute résistance collective. Un projet qui repose sur des inégalités que notre organisation combat.

Si la CGT est visée, ce n'est pas par hasard.

Elle l'est précisément parce qu'elle défend tous les travailleurs et toutes les travailleuses, sans distinction d'origine, de religion, de genre ou d'orientation sexuelle.

Elle l'est parce qu'elle porte un syndicalisme de lutte, antiraciste et antifasciste. Quand certains feignent de découvrir l'identité antifasciste de la CGT ou l'accusent de « faire de la politique », ils oublient volontairement qu'un syndicat, par essence, agit dans le champ politique : défendre les droits, revendiquer, alerter, protéger les travailleurs, c'est déjà combattre un ordre social injuste.

Plus que jamais, nous devons réaffirmer qu'il n'y aura jamais de neutralité possible face au fascisme. L'histoire du mouvement ouvrier est antifasciste, résistante, internationaliste. C'est cette histoire qui nous oblige aujourd'hui encore.

Un rassemblement antifasciste a été organisé le 3 mars en soutien aux organisations syndicales attaquées. Nous y étions plus de 800, mobilisés contre les violences de l'extrême droite.



Municipales 2026 : progression des idées d'extrême droite.

Les élections municipales de 2026 illustrent la montée des idées d'extrême droite, qui poursuit son implantation locale. Si elle n'a pas déferlé partout, elle été en mesure de consolider ses positions, tout en gagnant de nouveaux points d'appui et a montré qu'elle était désormais capable d'occuper durablement le terrain municipal.

À Perpignan, Louis Aliot a confirmé l'ancrage du Rassemblement national dans la plus grande ville qu'il dirigeait. À Carcassonne, le RN a remporté la mairie. À Hénin-Beaumont, Steeve Briois a de nouveau illustré la solidité de l'implantation d'extrême droite dans un de ses bastions les plus anciens. Dans les villes moyennes, notamment dans le nord et sur l'arc méditerranéen, la progression est indéniable, confirmant une stratégie d'enracinement.

Même là où elle n'a pas gagné, l'extrême droite a montré sa capacité à peser politiquement. À Paris, Sarah Knafo a réussi à imposer sa présence dans le paysage électoral du premier tour avant de se retirer. Voici la preuve qu'une candidature d'extrême droite la plus xénophobe peut désormais se rendre

visible jusque dans les bastions sociaux-démocrates et se positionner en arbitre du second tour.

À Nice, la victoire d'Éric Ciotti, soutenu par le RN, a illustré les collusions entre droite traditionnelle et extrême droite qui, il y a encore quelques années auraient provoqué l'indignation générale. L'extrême droite consolide ainsi ses bastions, conquiert de nouvelles villes, se banalise et gagne une respectabilité institutionnelle qui renforce sa capacité de nuisance.

Or une mairie, c'est un lieu où se décident les politiques de logement, les subventions aux associations, la place des services publics de proximité, l'état de la restauration scolaire, de la petite enfance, de la culture, de la solidarité locale... L'implantation municipale de l'extrême droite lui offre un ancrage, des réseaux, des moyens et une scène pour normaliser ses thèmes dans la vie médiatique et politique.

Cette progression électorale ne signifie en aucun cas que l'extrême droite apporte une réponse à l'urgence sociale.

Elle peut capter la colère populaire, mais elle ne défend pas les intérêts des classes populaires. Elle prétend parler au nom du peuple mais elle vote contre le peuple. Elle n'apporte aucune solution de justice sociale.

Son projet demeure une imposture sociale, doublée d'un projet raciste de division de la société.

L'imposture est d'abord sociale parce que, derrière son vernis « *proche du peuple* », l'extrême droite défend une ligne favorable au patronat et au capital. Elle prétend soutenir les salariés, mais refuse les mesures qui amélioreraient réellement la vie de celles et ceux qui travaillent.

Elle s'oppose à l'augmentation du Smic, à l'indexation des salaires sur l'inflation, à l'encadrement des rémunérations. Elle préfère privilégier les allègements de cotisations sociales patronales et les dispositifs qui affaiblissent le salaire socialisé. Cela signifie moins de ressources pour financer les retraites, l'assurance chômage et la Sécurité sociale.

Sur les retraites, la logique est identique. L'extrême droite se présente comme protectrice, mais s'oppose à la revalorisation des petites pensions et défend une vision de la société qui nie la pénibilité réelle du travail. À la place d'un progrès social elle met en avant un récit conservateur sur la famille, la natalité, l'ordre et la transmission. Ce dernier justifierait la casse de notre système de solidarité au profit d'une organisation de société à bout de souffle.



Son hostilité au monde du travail organisé est tout aussi révélatrice. L'extrême droite a une aversion profonde pour les syndicats, pour la représentation des salariés, pour tout ce qui permet aux travailleurs de s'organiser collectivement face à l'employeur. Elle s'en prend aux contre-pouvoirs dans les entreprises et les administrations, critique les grèves, fragilise les formes de représentation collective et vise particulièrement les travailleurs les plus précaires. Son idéal n'est pas la démocratie sociale, mais un ordre autoritaire où le travail doit obéir et se taire.

Cette imposture se voit aussi dans sa façon de nier le conflit entre capital et travail, pourtant inhérent au système de production capitaliste. L'extrême droite refuse de voir les causes structurelles des inégalités. Elle ne met jamais en cause la concentration des richesses et la domination patronale. Elle préfère inventer une autre histoire : celle d'un peuple abstrait qu'il faudrait protéger non pas contre les inégalités, mais contre des boucs émissaires. C'est là qu'intervient son ressort raciste.

Car l'extrême droite ne répond pas à la question sociale, elle la dévoie en question identitaire. Au lieu de s'attaquer aux responsables de la précarité, elle désigne les travailleurs étrangers ou

perçus comme tel, les plus pauvres, les supposés « assistés » et « fraudeurs » comme coupables. Sur le logement, elle défend la préférence nationale plutôt que le droit inaliénable d'avoir un toit au-dessus de sa tête. Sur l'emploi, elle propose de restreindre les droits au chômage, notamment pour les étrangers hors Union européenne, tout en reprenant le vieux discours méprisant sur les prétendus « profiteurs ». Sur la Sécurité sociale, elle préfère agiter la fraude sociale plutôt que de s'attaquer aux exonérations massives de cotisations et à la fraude fiscale des plus riches.

Le racisme est l'unique moteur de son programme. Il sert à diviser le salariat, à opposer les pauvres entre eux, à faire oublier les responsabilités du capital et des politiques d'austérité. La préférence nationale appliquée au logement social en est un exemple flagrant : elle substitue au critère du besoin social un critère de nationalité. Elle ne règle ni la pénurie ni la crise du logement, elle organise l'exclusion en prétendant protéger.

L'extrême droite est aussi une imposture sur les services publics. Elle aime se présenter comme leur défenseuse, mais ses choix consistent à externaliser, privatiser, réduire les moyens, asphyxier tout ce qui fait lien dans une commune.

Elle l'est encore sur l'égalité entre les femmes et les hommes. Elle nie les inégalités salariales, conteste la réalité du patriarcat, renvoie les femmes à des rôles traditionnels et s'oppose aux moyens consacrés à la lutte contre les violences. Derrière son discours sur l'ordre et la protection, elle défend un ordre inégalitaire et anachronique.

Enfin, elle est dangereuse pour les libertés publiques. Son projet est violent : renforcement de la logique répressive, complaisance envers les démonstrations de force, hostilité envers les mobilisations collectives... L'extrême droite ne supporte ni les contre-pouvoirs, ni les solidarités organisées, ni les formes d'expression démocratique qui lui résistent.

Voilà pourquoi la poussée municipale de 2026 doit être regardée avec lucidité. Oui, l'extrême droite progresse. Oui, elle s'installe dans le paysage local. Oui, elle gagne des villes, en consolide d'autres, et banalise sa présence jusque dans les grands centres urbains. Mais non, elle n'est pas devenue une force de protection sociale. Elle reste ce qu'elle est : une imposture sociale, parce qu'elle défend les intérêts du capital contre ceux du travail ; une idéologie raciste, parce qu'elle remplace l'égalité par l'exclusion et la solidarité par la désignation d'ennemis intérieurs.



Iran : un nouveau pas franchi vers la guerre généralisée au Moyen Orient.

Depuis plusieurs semaines, la situation au Moyen-Orient connaît une nouvelle escalade dramatique avec l'attaque menée contre l'Iran par les États-Unis et Israël.

Présentée comme une opération visant à contenir « une menace stratégique », cette offensive a ouvert un cycle de représailles qui dépasse désormais largement le cadre d'une intervention ciblée. Les bombardements et les ripostes successives ont entraîné des pertes humaines importantes et plongé les populations civiles dans l'insécurité.

Ce conflit s'inscrit dans une longue histoire de tensions régionales, d'affrontements indirects et d'impérialismes. L'Iran, déjà fragilisé par des sanctions économiques lourdes et par une situation sociale difficile, voit aujourd'hui sa population exposée à une guerre dont elle n'est évidemment pas responsable. Au-delà du drame humain immédiat, cette guerre illustre une dynamique de conflictualité par la militarisation des relations internationales.

Partout, les budgets militaires augmentent, les alliances se reforment sur des bases sécuritaires et la logique de confrontation prend le pas sur celle de la coopération. Les milliards consacrés aux armements et aux opérations extérieures contrastent avec les restrictions budgétaires qui touchent les services publics, la santé, l'éducation ou la protection sociale.

Il n'y a pas d'argent magique, sauf s'il s'agit de tuer ou d'engraisser les industriels de l'armement !

En France aussi, l'augmentation continue des dépenses militaires interroge. Alors que les collectivités et les services publics sont sommés de faire des économies à tout prix, l'effort consacré à la défense progresse fortement. Cette orientation traduit un choix politique : privilégier le régalien plutôt que l'investissement social.

Or l'histoire montre que le militarisme n'a jamais constitué une réponse aux aspirations démocratiques, des peuples. Il tend au contraire à restreindre les libertés, à renforcer les logiques d'« union sacrée » et à marginaliser les revendications sociales.

Face à cette spirale mortifère plusieurs organisations syndicales dénoncent l'escalade en cours et appellent à un cessez-le-feu immédiat, à l'arrêt des bombardements et à la reprise de voies diplomatiques. Nous rappelons que la solidarité internationale ne consiste pas à soutenir des blocs militaires, mais à défendre les populations civiles, leur droit à disposer d'eux même et de vivre en paix. Nous affirmons également notre opposition à tous les impérialismes, quels qu'ils soient, et à toutes les interventions qui alimentent les conflits armés.

C'est dans cet esprit qu'un rassemblement unitaire a été organisé à Lyon le lundi 16 mars à 18 heures, devant le Consulat des États-Unis. Au-delà de ce rendez-vous l'enjeu est de refuser que la guerre devienne une réponse ordinaire aux crises internationales et rappeler que les ressources publiques doivent servir en priorité à la satisfaction des besoins des populations et au renforcement des services publics.

La situation en Iran nous rappelle une évidence : les peuples paient toujours le prix des conflits décidés au sommet. Défendre la paix, c'est aussi défendre la justice sociale et le droit des populations à vivre à l'abri des politiques de militarisation permanente

ON S'OP GA NISE POUR

nos services publics

nos missions

nos usagers

nos conditions de travail

nos salaires

nos retraites

nos emplois

nos conditions de vie



#vive les services publics